SIXIÈME ANNÉE, N° 15 — DIX CENTIMES — DU 4 AU 10 AOUT 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Pour la raison connue, nous paraissons cette semaine sans supplément.

Les camarades de l'étranger dont l'abonnement est fini sont priés de nous en faire parvenir le montant, s'ils ne veulent pas subir d'interruption dans la réception du journal.

TIREZ FORT, VISEZ JUSTE!

Dimanche soir, au sortir d'une fête qu'il avait présidée, Humbert, roi d'Italie, a été abattu par trois coups de revolver.

Les monarques, les gouvernants en général, ne doivent la situation privilégiée qu'ils occupent au-dessus du genre humain, qu'à l'entretien en l'esprit des masses du sot préjugé de l'indispensabilité de leur rôle dans le fonctionnement social. En acceptant le bénéfice de cette imposture, ils assument par contre une lourde responsabilité. Le peuple souffre-t-il ? C'est à eux tout naturellement qu'il s'en prend, puisque, prétendent-ils, leur omnipotence règle les conditions de la vie. S'offrant à la bénédiction des heureux, ils se désignent implicitement aux malédictions et à la vengeance des souffrants. C'est le revers de leur médaille dorée.

En ce qui concerne particulièrement Humbert, trop nombreuses grondaient les malédictions pour que la vengeance n'éclatât pas un jour. Les massacres de Milan, les infamies du procès d'Acciarito, les persécutions contre les socialistes et les anarchistes, la misère générale qui sévit si cruellement en Italie, telles sont, entre tant d'autres, quelques-unes des responsabilités que, roi, il avait assumées. On devait un jour lui en demander compte. A défaut du peuple, un homme vient de l'oser, sacrifiant, comme Angiolillo, sa vie pour l'exemple.

Cet homme, se souvenant du conseil qu'il y a juste deux ans les belles dames de Milan donnaient aux soldats, a « tiré fort et visé juste ». Humbert, à son tour, a subi le sort des victimes — hommes, femmes et enfants — de 1898, massacrées avec son plein assentiment, sinon par son ordre, parce qu'elles avaient faim. La dette qu'alors il contracta envers ces affamés en prenant leur vie pour raffermir ses privilèges et ceux de sa caste, il vient de la payer de même, de sa vie, royalement.

Laissons la diplomatie verser des larmes de commande sur ce deuil qui, en réalité, ne l'émeut pas.

***

La mort de son roi rendra-t-elle l'Italie plus heureuse, et l' « exemple » pourra-t-il amener d'appréciables résultats ?

Hélas ! non. Ces exemples-là n'éveillent malheureusement jamais en l'esprit des successeurs de salutaires réflexions. Alexandre II, dont les dernières années ne furent qu'un véritable cauchemar hanté d'attentats continuels, laissa le trône à l'un des plus cruels et des plus sanguinaires despotes qu'ait subis la Russie. Il n'est pas d'exemple de monarque assagi par la fin tragique de son prédécesseur ou par les menaces dont lui-même est l'objet.

Du reste, malgré toute la bonne volonté possible, le roi, dirigeant *politique*, est voué à l'impuissance en ce qui concerne le bien-être de son peuple. Le bien-être matériel, comme d'ailleurs tout ce qui constitue le bonheur, est indépendant de la forme politique d'un pays. Il résulte des conditions économiques et morales de la société, et toute catastrophe n'ayant pour effet que telle ou telle modification politique ne pourra qu'apporter de cruelles déceptions.

Quelque sympathie, quelque admiration même qu'on puisse éprouver pour le ferme courage d'un homme qui, de propos délibéré, s'offre en holocauste en frappant un dirigeant voué par ses crimes à l'exécration publique, la vérité doit être hautement proclamée, dans l'intérêt même de l'issue de la lutte sociale.

Ce n'est pas la tête politique qu'il importe de frapper. C'est la tête économique, la Propriété, qu'il faut atteindre. C'est elle la génératrice des innombrables maux qui font de notre planète un vaste champ de misère et de mort. C'est elle qu'il faut détruire pour que l'humanité s'ouvre enfin à la vie, à la joie, à toute la beauté sociale à laquelle elle a droit, et dont la sèvre l'inique appropriation, par quelques-uns, du patrimoine de tous.

C'est le cas de répéter, en l'adressant à tous les militants, le cri célèbre poussé contre eux : « Tirez fort, *mais* visez juste! »

ANDRÉ GIRARD.

LA SOCIÉTÉ ET L'AMNISTIE

NUL N'EST CENSÉ IGNORER LA LOI.
LA LOI EST ÉGALE POUR TOUS.

C'est au nom de ces principes qu'on ferme la bouche à ceux qui disent :

« Nous trouvons en arrivant dans le monde un arsenal de lois. Ces lois faites sans nous, contre nous, nous déplaisent. Nous refusons de les reconnaître. »

A ceux-là, la société dit encore :

« Les citoyens doivent respecter l'état de choses établi, jusqu'au jour où, légalement, ils l'auront modifié. Ce jour-là, les révoltés, devenus réformateurs, pourront logiquement exiger pour le nouvel état de choses rêvé, préconisé, apporté et implanté par eux, ce respect qu'on exige présentement pour l'ancien. »

***

Très bien. Mais ces lois que nous impose la société, la société les respecte-t-elle ?

Examinons, puisqu'elle est encore à l'ordre du jour, l'*affaire*, cette inépuisable mine d'arguments.

Qui a donné, en 1894, un croc-en-jambe à la justice établie? Nous, ou le ministre, représentant de la société ?

Qui a, plus tard, organisé un syndicat de faux et de parjures? Nous, ou des fonctionnaires, représentants de la société?

Qui, pour soustraire une clique aux conséquences d'une instruction gênante, a exécuté un tour de passe-passe, platoniquement flétri par la cour de cassation ? Nous, ou les magistrats, représentants de la société, spécialement chargés par elle d'appliquer les lois ?

Qui a sali la magistrature ? Qui a accusé les magistrats suprêmes des pires turpitudes? Nous, ou un magistrat, leur collègue, représentant de la société ?

Qui a modifié la loi au cours d'un procès, en vue de ce procès, au moment précis où jugement allait être rendu ? Qui, effrayé de la possibilité de certaine sentence, a dessaisi des juges saisis? Nous, ou le Parlement, représentant de la société?

Qui a, dans une ville de Bretagne, sous les yeux du monde entier, faussé solennellement la justice? Nous, ou les militaires partiaux, représentants de la société, chargés d'appliquer cette justice ?

Qui laisse impunis les parjures, les fabricants de forfaiture, les faux témoins et même les assassins ? Nous, adversaires du droit de punir, ou le pouvoir judiciaire, représentant de la société ?

Qui laisse inappliqués les articles du Code visant l'excitation des citoyens à la haine de certaines catégories de citoyens ? Nous, ennemis des lois, ou ce même pouvoir judiciaire, représentant de la société ?

Qui essaie, au moyen d'une amnistie préventive, de soustraire aux lois les puissants ? Nous, égalitaires, ou les gouvernants, représentants de la société ?

Qui, tous les jours, nous oblige à crier : « Il n'y a pas de justice? » Les représentants de la société.

***

Eh bien, représentants de la société, gouvernants, législateurs, faites-la, votre amnistie. Elle ne nous gêne pas, au contraire.

En ne respectant pas vos propres lois, vous donnez un merveilleux argument à ceux qui les trouvent mauvaises en bloc et veulent la refonte

Source gallica.bnf.fr / CODHOS

totale. En vous disqualifiant, vous légitimez l'action révolutionnaire.

Quand définitivement vous aurez refusé d'appliquer au citoyen Mercier les articles de votre Code, les articles classés, catalogués, numérotés qui lui sont applicables, à qui oserez-vous les appliquer?

Quelle raison donnerez-vous pour juger et maintenir dans les prisons et dans les bagnes tous les malheureux « *passibles de...* » ou condamnés en vertu de ces articles ou d'articles portant d'autres numéros?

La justice est par vous suspendue. Logiquement, vous devriez fermer vos codes et vider vos geôles.

PARAF-JAVAL.

DES FAITS

Principaux attentats du siècle contre la vie des souverains ou de leurs proches :

9 octobre 1800, arrestation de Damerville, Arena, Topino, Letruc et dix-neuf complices qui devaient assassiner Bonaparte le lendemain. Explosion d'une bombe, rue Nicaise.

1804, arrestation et exécution de Cadoudal, accusé de complot contre Napoléon.

1809, arrestation de Stabs, à Schœnbrünn, où il avait projeté de frapper Napoléon.

13 février 1820, Louvel assassine le duc de Berry.

1832, Bergeron tire un coup de pistolet sur Louis-Philippe.

1835, attentat d'Alibaud et de Meunier contre Louis-Philippe.

1858, contre Napoléon III, attentat d'Orsini, Pietri, Pianori, Creppo, etc.

En juin 1894, Carnot tombe frappé d'un coup de poignard par Caserio.

En Russie : 1801, Paul Ier est assassiné dans son palais; en avril 1879, attentat du nihiliste Solovief contre le czar Alexandre II; en janvier 1880, attentat du Palais d'Hiver, dirigé contre Alexandre II; 13 mars 1881, les nihilistes font sauter Alexandre II.

En Espagne : en octobre 1878, J. O. Moncasi tire un coup de revolver sur Alphonse XII qui n'est pas atteint; en 1879, attentat de F. Otero contre le même Alphonse XII; la reine Isabelle est frappée au début de son règne par le couteau du curé Moreno. Récemment, M. Canovas tombe sous le coup d'Angiolillo.

En Portugal, le prince Ferdinand essuie deux coups de feu en 1837.

En Allemagne : en mai 1878, Hœdel tire un coup de revolver sur l'empereur d'Allemagne Guillaume Ier, sans l'atteindre.

En juin 1878, le Dr Nobiling tire de sa chambre trois coups de carabine sur le même.

En Angleterre : contre la reine Victoria, deux attentats : en 1840 et il y a quelques années.

En avril 1900, à Bruxelles, Sipido tire denx coups de revolver sur le prince de Galles sans l'atteindre.

Attentats suivis de mort :

En Turquie : Abd-ul-Azis, sultan (1876, 4 juin).

En Perse : Nasser Eddin, shah, en 1896, le 1er mai.

En Serbie : Prince Michel, en 1868, le 10 juin.

En Amérique :

1861. — Guardiola, président du Honduras.

1865. 14 avril. — Lincoln, président des Etats-Unis.

1872. 23 juillet, — Balta, président du Pérou.

1872. 24 novembre. — Moralès, président de la Bolivie.

1876. 6 août. — Garcia Moreno, président de l'Equateur.

1877. — Gill, président du Paraguay.

1881. 5 juillet. — Garfield, président des Etats-Unis.

1891. — Menendez, président du Salvador.

1897. 25 août. — Borda, président de l'Uruguay.

1898. 8 février. — Barrios, président du Guatemala.

1899. 26 juillet. — Heureaux, président de la République dominicaine.

Autriche-Hongrie : juillet 1898. L'impératrice Elisabeth d'Autriche est assassinée à Genève par Luccheni.

Enfin, en Italie : assassinat du ministre Rossi, du duc Robert de Parme. En novembre 1888, le roi Humbert échappe au poignard de Passanante. En 1858, Ferdinand II reçoit un coup de baïonnette et enfin Lecca tire sur M. Crispi.

Juillet 1900 : Gaëtano Bressi tire trois coups de revolver sur Humbert Ier et le tue.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

PARTIALITÉ. — Le maire de Lyon a déclaré, à la dernière séance du conseil municipal, qu'il n'accepterait dorénavant comme fonctionnaires de la ville que les postulants sortant des écoles de l'Etat.

Là-dessus, les journaux non seulement républicains, mais socialistes crient : « Bravo ! »

Je poserai une question à ces empressés approbateurs. Si les socialistes, généralement moins soucieux d'immédiats succès politiques, mais visant à l'œuvre durable de préparer des générations vraiment et consciemment socialistes, parvenaient à réaliser ce que nous avons nous-mêmes tenté, et à fonder des écoles socialistes, trouveraient-ils bon que tous les jeunes révolutionnaires sortis de leurs écoles fussent systématiquement écartés de toute fonction d'Etat? Ne crieraient-ils pas à la partialité, à l'exclusivisme?

Quel droit auraient-ils alors de récriminer?

Je l'ai dit bien des fois et je le répète. Si l'Etat maître-Jacques, qui, non content d'être notre marchand d'une foule de choses, lois, justice, tabac, allumettes, etc., veut encore être notre marchand d'instruction, craint tant la concurrence, qu'il dote ses établissements universitaires d'une organisation tellement supérieure que la concurrence soit rendue impossible.

Mais nos petits hommes d'Etat ont l'esprit trop étroit, trop racorni, pour être capables d'organiser l'enseignement intégral de la jeunesse. Faire mieux est moins commode que prohiber.

***

FRATERNITÉ. — Nos gouvernants donnent des réceptions, des lunchs, des dîners aux représentants des souverains étrangers et à l'occasion aux souverains eux-mêmes. Quel honneur pour des républicains!

Pendant ce temps, des gens sans à-propos manquent de tact au point de se suicider en prétextant la misère.

Rue des Archives, M. Georges Vély et sa compagne Henriette Befêtre se sont asphyxiés.

Un ouvrier frappeur, âgé de soixante-cinq ans, M. Guillaume Nanau, s'est pendu dans son logement, 6, rue Bachelet.

Pourtant, M. Loubet et M. Millerand avaient prononcé de bien beaux discours, à l'inauguration de l'Exposition, sur la bonté, la justice et la solidarité.

ANDRÉ GIRARD.

***

MILITARISME. — L'homme qui préside ce qu'on appelle la République est allé passer la revue de la flotte, à Cherbourg. Sans aucune utilité, même pas pour tuer des hommes, simplement pour s'amuser, on a tiré 24.800 coups de canon, ce qui fait une dépense d'environ trois millions. Si les meurt-de-faim lisaient les journaux, ils auraient là de quoi méditer.

Par la chaleur qu'il fait, les soldats manœuvrent, font des marches, des exercices de tir, et tombent, comme des forçats. Au 69e d'infanterie, 10 hommes ont dû être transportés à l'hôpital. Le 28e de ligne est venu camper dans un pays où il n'y a pas d'eau à moins de trois lieues; on fait manœuvrer les hommes l'après-midi; 12 d'entre eux ont été frappés d'insolation, et le bruit court que quatre sont morts.

Vous vous rappelez le commandant Racine? Au 3e bataillon d'infanterie légère d'Afrique, en 1895, c'est d'après ses ordres que fut torturé et assassiné le chasseur Chédel. M. le commandant Racine vient d'être promu au grade d'officier de la Légion d'honneur.

A Vannes, les sous-officiers continuent à violer et à assassiner. Dernièrement une bande de cinq sous-offs, cinq escarpes nationaux, se sont jetés trois fois sur un charretier et sa femme, tentant de tuer l'un et de violer l'autre. La femme put se réfugier dans un grenier, le charretier a eu le pied traversé d'un coup de baïonnette, et un garçon boulanger en lui prêtant secours fut atteint au côté d'un coup de sabre.

Je préfère l'attitude du lieutenant de vaisseau Maupois, qui, désigné pour partir se faire tuer en Chine, a laissé tout bonnement son vaisseau partir sans lui. Pas si bête!

Mais je préfère encore bien plus l'attitude des soldats du 43e de ligne envoyés de Nevers au Creusot pour mater les grévistes. Le préfet avait donné l'ordre de charger la foule; le commandant, ayant peut-être des doutes sur la beauté du rôle qu'on lui faisait jouer, donna l'ordre, dit-on, avec mollesse. *Les soldats ne bougèrent pas, refusèrent de charger;* et le commandant n'insista pas. Si j'étais gouvernant, ce petit fait me ferait réfléchir.

Ravin, lieutenant de gendarmerie, est condamné à vingt ans de travaux forcés, pour faux et détournements.

***

TRIBUNAUX. — J'ai déjà raconté la mort de Rouveyrol, ce détenu roué de coups et assassiné par deux gardiens, à la prison de Toulon. Devant la cour d'assises, quatre gendarmes et un greffier, qui avaient assisté à la scène de meurtre, ont témoigné que rien, dans l'attitude du prisonnier, ne justifiait les brutalités des gardes-chiourmes. — Les jurés ont acquitté leurs chiens de garde.

Max Régis et sa bande, poursuivis pour provocation au meurtre, rébellion armée, tentative d'assassinat, etc., mais n'étant pas anarchistes, ont été acquittés.

Ivan Aguéli, qui avait été mis en liberté provisoire, a été condamné à trois mois de prison (avec sursis) et 200 francs d'amende, pour avoir protesté par deux coups de revolver contre les courses de taureaux.

R. CH.

***

LE MOUCHARD ANDRÉ, chef de la brigade des recherches, chargé spécialement des anarchistes, est mort mardi dernier.

Nombreux sont les camarades parisiens qui avaient été perquisitionnés par cet imbécile prétentieux, qui inutilement s'amusait à faire souffrir les compagnes des camarades tombés dans ses griffes. S'il doit avoir un successeur, souhaitons-le aussi nul.

P. D.

***

GRENOBLE. — *Arrestation arbitraire.* — Notre camarade Dumas, de Saint-Etienne, a fait une conférence, le 12 juillet, salle Guillet, où il a traité du sujet suivant : *La liberté en danger. Des moyens à employer pour la défendre.*

Deux jours après, sur l'ordre du procureur de la République, un mandat d'amener était décerné contre lui et il fut mis aussitôt en état d'arrestation, sans même en connaître le motif.

Ce n'est que le lendemain que nous apprenions, par les journaux de la localité, que notre camarade était arrêté sous l'inculpation d'avoir fait l'apologie de l'acte de Caserio, chose absolument fausse; il n'y avait fait aucune allusion.

On voit que les lois scélérates sont loin d'être inappliquées, comme certains le prétendent.

Voilà donc la liberté de pensée, liberté qui n'existe que sur le papier.

Et il en sera toujours ainsi tant que nous n'aurons pas fait table rase des institutions de la société actuelle et que nous n'aurons pas pris nous-mêmes ces libertés que l'on nous refuse.

BERGERON.

***

Mouvement ouvrier. — LES GRÈVES. — La grève du Creusot est terminée; Millerand doit être content; les éloges qu'il adressait, l'autre jour, à M. Schneider ont été entendus. Comme il l'a si bien dit, la *discipline indispensable* et l'*autorité bienveillante* du potentat se sont enfin traduites par des actes. Les 2.000 ouvriers qui avaient manifesté des velléités d'indépendance en se mettant en grève ont été renvoyés de l'usine et la plupart obligés de quitter le Creusot.

Ainsi, sous un ministère de « défense républicaine » (?), avec un socialiste au pouvoir, ce bandit qui a nom Schneider peut, avec une pareille désinvolture, priver de pain 2.000 familles, sans que personne dans la presse dite socialiste songe même à élever la voix. Que leur importe ? Millerand est ministre ! Les juges au service de M. Schneider ont de plus condamné de nombreux grévistes. Tout de même, nous ne savons quels sont les plus lâches

des Schneider et des socialistes qui se taisent ou des ouvriers qui se laissent ainsi étrangler.

*
* *

Depuis près de deux mois les ouvriers de l'usine Doussin, à Fougères, sont en grève. Pour se venger, le patron avait décidé de transporter ses ateliers à Paris, ce qui n'était en réalité qu'une feinte ayant pour but de réduire les ouvriers par la misère, puisque quelques jours après le patron affameur promit à plusieurs reprises de rouvrir ses ateliers.

Mais, las d'attendre, et comprenant que leur exploiteur se jouait de leur misère, les malheureux, avec une rare énergie, ont mis complètement au pillage l'usine du Doussin en question.

Voici, d'après un journal local, le récit de cette vengeance ouvrière :

« Après avoir manifesté, non sans briser quelques vitres devant la demeure de plusieurs conseillers municipaux complices du patron, une centaine d'ouvriers se rendirent devant l'usine.

Soudain, une poussée énorme se produisit. Assaillis de coups, aveuglés par le sable et le gravier qu'on leur jetait à la figure, les gendarmes et les agents durent lâcher pied.

Alors se passa une chose sans précédent à Fougères. Vingt individus s'attachèrent à la grille et l'ébranlèrent jusqu'à ce qu'elle eût cédé. Lorsqu'elle s'ouvrit, une immense clameur retentit. Puis une centaine de manifestants envahirent la fabrique.

Tout fut mis au pillage. Des fauteuils, des chaises, des bahuts, des portes, une barrique pleine d'une poudre blanche, des bidons d'essence et de benzine, des brouettes, une voiture à bras, des échelles, des lampes électriques, des abat-jour, des factures, des registres, des débris de machines, voire des machines entières, furent jetés dans la rue par les ouvertures de la façade et brisés. Plusieurs personnes ont été blessées par ces objets.

Le concierge s'était sauvé devant les envahisseurs. Son logement a été entièrement saccagé. La literie a été jetée dans la rue, ses vêtements ont été lacérés. C'était un carnage sans nom ; certains manifestants avaient les mains en sang.

La scène durait depuis trois quarts d'heure environ, lorsque, vers 8 h. 1/2, des coups de sifflet retentirent avec des cris de : « Voilà la troupe ! Sauvez-vous ! » En un rien de temps, la fabrique se vide ; tout le monde est dans la rue.

Prenant un câble électrique venant de l'usine, les manifestants le tendent à travers la rue, puis forment une barricade avec divers objets, dont une voiture, une table, etc. Quelques mètres au-dessus s'était arrêtée une petite troupe, composée de cavaliers du train des équipages à cheval et à pied, et de gendarmes à cheval, sous le commandement du capitaine Bontemps. M. le commissaire de police fit alors les trois sommations légales. Une partie de la foule se sauva, mais l'autre répondit par une grêle de projectiles de toutes sortes. »

Comme de juste, force resta à l'armée. Mais l'acte n'en était pas moins commis. Les malheureux ouvriers de Fougères, qui en temps ordinaire ont des salaires qui ne dépassent pas 2 à 3 francs, ont fait preuve en cette occasion d'un réel courage.

Depuis Millerand a fait envoyer des troupes, et toutes les rues sont gardées militairement. De plus, deux députés socialistes(!) ont été envoyés à Fougères pour mettre un frein à la fureur ouvrière. L'acte de lundi dernier n'aura pas de lendemain.

Messieurs les députés socialistes veillent sur la propriété capitaliste en apportant aux ouvriers le baume de la résignation.

Des arrestations, au hasard, ont lieu chaque jour et les condamnations vont pleuvoir dru sur les ouvriers.

Les ouvriers de Fougères ont bien mérité et leur acte de révolte sera un enseignement pour tous les exploités.

Aux dernières nouvelles : les 25 francs par jour ont trouvé une panacée. Les ouvriers inoccupés de Fougères seront employés à des travaux moyennant 1 fr. 75 par jour. Pas même le prix de l'apéritif et des cigares de ces Messieurs.

*
* *

Les lois ouvrières. — J'ai bien souvent dit ici combien MM. les patrons se moquent des lois dites de protection ouvrière ; ils ne les observent que si tel est leur bon plaisir et la plupart du temps n'en tiennent pas compte du tout.

Dans la *Petite République* je relève les faits suivants :

Il s'agit du suppléant du juge de paix de Saint-Fargeau. Ce Monsieur est propriétaire d'une scierie mécanique, où il occupe, pendant douze heures par jour, de 40 à 50 ouvriers, dont un certain nombre âgés de moins de dix-huit ans.

En agissant ainsi, ce suppléant du juge de paix viole sciemment la loi sur le travail des femmes et des enfants, mais il ne s'en tient pas là.

Qu'on en juge.

Le 7 juillet dernier, il y a eu, dans sa scierie, un ouvrier de blessé. Aucune déclaration de l'accident n'a été faite.

Le 12 juillet, nouvel accident et même « oubli » des formalités à remplir en pareil cas.

Un de ses collègues en exploitation, M. Lesire, agit avec le même sans-gêne et l'a même précédé dans cette voie. Dans la scierie mécanique que dirige ce Monsieur Lesire, un ouvrier a été, le 6 mai dernier, victime d'un accident de travail. Il a eu deux côtes cassées et aucune déclaration de l'accident n'a été faite.

Nous ne pouvons quitter le département de l'Yonne sans signaler ce qui se passe à la fabrique de cartes Grimaud. Dans son usine de Bléneau, M. Grimaud occupe, pendant onze heures et demie par jour, des fillettes et des garçons âgés de moins de treize ans. Il y a donc, là aussi, violation de la loi sur le travail des femmes et des enfants.

Le 11 juillet dernier, une fillette de treize ans a eu, dans cette usine de Bléneau, trois doigts coupés et une main absolument mutilée.

La *Petite République*, après avoir cité ces faits, ajoute :

« Mais nous croyons aussi que les ouvriers, s'ils veulent conserver les quelques garanties que leur accorde la loi, doivent surtout compter sur leur propre vigilance.

« Travailleurs, défendez-vous! »

Mais alors, à quoi bon des lois ouvrières, si les ouvriers doivent en imposer l'application aux patrons? Il nous semble que si les ouvriers sont capables d'en exiger l'application, ils peuvent être capables d'exiger beaucoup plus, et alors les lois deviennent inutiles. Inutiles, parce qu'elles ne sont jamais appliquées. Inutiles aussi, si les ouvriers doivent en exiger l'application, car ce jour-là ils pourront se passer de ces prétendues lois ouvrières et imposer aux patrons tous leurs *desiderata*.

Encore une fois, Messieurs les socialistes manquent de logique.

*
* *

Voici les dates auxquelles se tiendront les Congrès exclusivement ouvriers qui auront lieu cette année à Paris :

Du 5 au 8 septembre. — Congrès national de la Fédération des Bourses de France.

Du 10 au 14 septembre. — Congrès national corporatif.

Du 15 au 18 septembre — Congrès international corporatif.

Du 19 au 22 septembre. — Congrès international de la Fédération des Bourses.

Ces congrès se tiendront dans la grande salle de la Bourse du Travail.

Rappelons que le Congrès ouvrier révolutionnaire international se tiendra à la même époque, du 19 au 22 septembre.

P. Delesalle.

Belgique.

Me voilà réconcilié avec tous les députés. Un phénomène merveilleux a hâté l'événement. Notre troupe parlementaire a terminé sa session sans avoir tenu plus d'une demi-douzaine de séances. Les députés auraient-ils donc compris que leur absence est aussi utile à la chose publique que le serait leur présence? Toujours est-il qu'en nous honorant de leur silence relatif, ils se sont montrés dignes de la reconnaissance de tous les hommes d'idées. Aussi ne leur marchandons pas nos éloges. Les voilà donc retournés dans leurs pays ; ceux-ci n'y gagneront rien, mais, en revanche, les fastes parlementaires n'y auront rien perdu : en toutes choses, il y a des compensations. Un orateur de marque, M. Gierkens, avait été élu, ce qui le rendait heureux, sans nous déplaire; il représentait, de plus, Verviers, sans vouloir même prétendre pour cela que tout l'honneur en était pour ses électeurs; aussi ceux-ci ont-ils vu leurs votes légèrement triturés par la commission de vérification et l'administration des poids et mesures n'a pas même protesté : il n'y a plus de justice, mes frères! Car, jamais, au grand jamais, dans les polls démocratiques, on ne falsifia les résultats... du moins cela est-il affirmé par les intéressés. Et, naturellement, le parti socialiste de Verviers participait à ces bonnes mœurs d'impartialité « scrutinante ».

Puisque donc le baromètre parlementaire accuse un état d'équilibre à la fois stable et indifférent, où se trouve la vie populaire? Chez les patriotards, c'est tout indiqué; les bouteilles vidées, les tonneaux mis en perce, les loques tricolores étendues en forme de tripes, sont les témoignages vivants de leur activité. Chacun, ma foi, fait ce qu'il peut, et nul ne nie que nous soyons en l'an 1900.

Les socialistes ont l'air de ne pas avoir l'air. Attendons, mes frères, et ne disons rien. Quant aux libertaires, s'ils ne soulèvent pas les montagnes, au moins ne dorment-ils pas à poings fermés : c'est *peu* de chose, soit, mais c'est *quelque* chose. Le *Réveil des Travailleurs* vogue, à pleines voiles, vers la réussite, ce dont personne ne se plaindra. Des groupes sont formés à Verviers, à Liège et dans le pays de Huy. A Bruxelles, enfin, *la jeune garde cosmopolitaine* se remue, ce qui ne réalise pas les prophéties du Servais « qui en avait purgé la ville »... en imagination surtout. Citons la fondation d'un cercle d'éducation vraiment socialiste, *l'Etude*, siégeant à Verviers. Il organise des conférences, à l'instar du Cercle d'Instruction populaire de Dison dont nous avons exposé les mérites. Mais c'est seulement en octobre que nous pourrons analyser le mouvement belge.

Flaustier.

Italie.

Foggia. — Je ne sais comment qualifier la conduite des procureurs du roi d'Ancône et de Gênes. Il est certain qu'à Ancône on a l'intention de supprimer notre presse. Les saisies continuelles de nos journaux, surtout du *Combattiamo* et de l'*Agitazione*, indiquent que les autorités ne veulent plus permettre la publication de nos journaux. La loi prescrit qu'un procès doit suivre toute saisie, mais nul procès ne suit les saisies de nos périodiques. Nous pourrions protester contre la violation de la loi, si nous ne voyions que cette violation se manifeste tous les jours, parce que la loi compte pour le peuple et non pas pour le gouvernement, qui la viole sans scrupule quand bon lui semble. Nous ne nous faisons pas, sur ce point, les illusions des socialistes, qui invoquent incessamment le respect de la loi. Mais ce qui provoque notre colère, c'est de voir que ces défenseurs de la propriété sont devenus des oiseaux de proie. Le seul but est de voler nos journaux, auxquels rien ne sert de se soumettre déjà à une censure préventive pire que celle de la Russie. Les mouchards, les carabiniers, les délégués de la sûreté publique, pénètrent, comme des harpies, à l'improviste, dans nos bureaux de rédaction, ils y mettent tout sens dessus dessous. Celui-ci prend les exemplaires imprimés, celui-là court à la typographie pour y décomposer tout ce qui lui plaît, sans rien voir, sans rien écouter, provoquant nos camarades pour avoir le prétexte de les arrêter. Mais la saisie ne suffit pas. Comment faire pour empêcher réellement la propagande? Après avoir dévalisé nos bureaux de tout ce qu'il y avait d'imprimé, on va déposer le butin, et l'on revient à l'assaut. La première fois on était venu par ordre du procureur du roi, ou de la basse police simplement ; cette fois-ci on revient par ordre de la préfecture, non contente de la première agression. On fouille alors avec plus d'arrogance : on prend tous les papiers, articles, lettres privées ou non, cartes postales, quittances de mandats, le registre de l'administration et, par conséquent, les adresses des abonnés, des camarades, de tous ceux qui ont des relations avec le journal et ses rédacteurs. C'est ce qui arriva à l'*Agitazione* le 7 courant.

En attendant, nos camarades ne se découragent pas. Nous combattons pour le droit à l'existence de nos idées, à la libre manifestation de nos pensées. Celles-ci ne peuvent pas être comprimées. C'est pourquoi si les malfaiteurs préposés au gouvernement, je voulais dire à la spoliation de l'Italie, nous persécutent sans nous donner un instant de répit, nous ne leur donnons pas de trêve. Nous ne laissons aucun abus sans protestation et, de la sorte, le public sympathise toujours davantage avec nos idées, qu'il apprend à connaître. Jamais la presse anarchiste, malgré la muselière que lui passe l'autorité, n'avait montré autant de vitalité. Lisez la *Petite correspondance* de nos journaux, vous y remarque-

rez un mouvement que personne de nous n'espérait dans ce moment. Le nombre des nouveaux anarchistes ne se compte plus; bien des collectivistes viennent à nous, en faisant des déclarations qui sont des invitations pour leurs anciens camarades. Les faits le démontrent clairement. Outre les journaux que les lecteurs des *Temps Nouveaux* connaissent déjà, on annonce le *Risveglio* à Florence, le *Giornale del Popolo* à Rome, le *Pro-Innocenti* à Viareggio. Même pour Foggia, bien des camarades m'ont offert les moyens matériels et intellectuels pour l'impression d'un journal — ce que je ferais certainement, si, dans quelques mois, je ne devais pas rentrer en prison, pour y payer en nature une ancienne amende de 1.500 francs. En somme, on peut être sûr que notre tâche, nos efforts, nos souffrances, nos sacrifices ne sont pas perdus.

Et, en vérité, nul moment n'est plus propice pour la propagande, car le peuple commence à se lasser. Dans cette région-ci, *on fait la faim;* la récolte du blé a été, cette année, insuffisante et mauvaise, le prix du pain est augmenté. A Naples, le renchérissement du prix du pain aussi a produit un mécontentement si aigu que le conseil municipal a été obligé d'y pourvoir immédiatement par crainte de désordres. Partout ailleurs, il arrive des petites manifestations symptomatiques. C'est pour cette raison que les conservateurs les plus intelligents, tout en reconnaissant l'inutilité des mesures politiques contre les *subversifs*, conseillent au gouvernement « l'étude et l'application de lois d'ordre économico-social ». Ugo Pisa a dit cela dans la *Nuova Antologia,* l'une des plus grandes et des plus vieilles revues d'Italie. Et le sénateur Nobili-Vitelleschi, après avoir dit, dans la même revue : « Les anarchistes sont du moins logiques dans leurs objectifs et dans la manière de les atteindre », ajoute que personne ne peut nier l'augmentation des représentants des partis révolutionnaires, surtout des socialistes et des anarchistes, et qu'il est nécessaire, en conséquence, que les libéraux sincères s'unissent aux cléricaux pour rendre efficace l'effort des partis de l'ordre, s'opposant à la débâcle menaçante (1). Un autre, célèbre écrivain conservateur, Léopold Franchetti, déplorant que le gouvernement veuille maintenir l'ordre « en réprimant par la force les trop fréquents mouvements populaires, provoqués par des tyrannies locales, ineptes, malhonnêtes et spoliatrices », tandis qu'il devrait purifier « l'Etat qui sacrifie l'intérêt général à ceux d'une petite clientèle », conseille, en attendant, l'union de la bourgeoisie au parti radical pour vaincre la guerre engagée contre le prolétariat niveleur (2).

Qu'est-ce que tout cela vous prouve? Je crois que la confusion règne dans le parti politique dominant. Ces pauvres gens ne savent plus à quel saint se vouer pour éviter l'effondrement définitif de l'édifice social. En voyant diminuer le nombre de leurs brebis résignées à se faire tondre sans même oser gémir, ils demandent l'aide de ces cléricaux qu'ils ont toujours conspués, ou des radicaux dont ils ont toujours été les plus mortels ennemis, sans calculer que Félix Cavallotti, l'ancien chef des radicaux, fut tué par un des leurs, dans un duel que l'on croit avoir été combiné pour se débarrasser de lui.

Mais que la classe exploiteuse s'unisse à qui que ce soit, cela nous importe peu. Notre besogne, à nous, consiste à profiter de l'incident le plus petit pour traduire nos pensées en action. Peut-être l'occasion n'est-elle pas éloignée. Le départ de 2.000 soldats pour la Chine a été annoncé, à coups de tambours et avec des feux de joie, par la presse mercenaire. Tout ce fracas n'a pas réussi à cacher les pleurs des mères italiennes, qui n'ont pas oublié l'Afrique. Mais je reviendrai sur ce sujet dans ma prochaine correspondance.

ROBERTO D'ANGIÓ.

(1) *Nuova Antologia*, 1er décembre 1899 et 16 juin 1900. Ce sénateur écrit aussi : « Quelle quel soit la forme que l'Etat assume, elle est toujours une limitation de la liberté. »

(2) *Nuova Antologia*, 1er juillet 1900.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Groupe Germinal. — Le groupe rappelle aux camarades qu'il y a réunion tous les samedis soir, à 8 heures, rue Paul-Bert, 26, café de l'Isère.

Samedi 4 août, distribution de manifestes contre la guerre. Nous espérons ques les camarades seront exacts.

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine). — Samedi 4 août 1900, à 8 h. 1/2 précises, représentation privée de : *Mais quelqu'un troubla la fête*, de Louis Marsolleau. La pièce sera jouée par la troupe du Théâtre libertaire.

On trouve des cartes d'invitation, 26, rue Titon. Il sera perçu 0 fr. 25 pour frais de vestiaire.

***

QUATRE-CHEMINS-AUBERVILLIERS. — Tous les camarades anarchistes de la banlieue nord sont priés de venir à la réunion des libertaires des Quatre-Chemins, samedi soir, salle Brigaldino, 107, rue du Vivier. Conférence par Libertad : L'Ami du peuple.

***

Bibliothèque libertaire de Montceau-les-Mines. — Le groupe de la Bibliothèque informe les camarades que les livres sont prêtés gratuitement à tous ceux qui en font la demande. S'adresser chez le camarade Guillon, tailleur, rue du Nord.

Tous les jeudis soir, à 8 heures, une causerie a lieu. Tous ceux qui s'intéressent à la question sociale sont invités à y assister.

***

LYON. — Les détenteurs de listes de souscription des *Temps Nouveaux* sont priés de les rapporter au camarade Allière.

***

AMIENS. — Les camarades qui veulent prendre part à la ballade champêtre sont priés de se réunir à l'Esplanade Beauvais, dimanche 5 août, à 8 h. du matin.

***

Les camarades du *Groupe international* nous ont remis un certain nombre de placards *Contre la guerre*; nous les tenons à la disposition des camarades contre les frais d'envoi.

Nous n'en avons que quelques cents.

***

BORDEAUX. — Samedi 11 août, à 8 h. 1/2 du soir, réunion du groupe, 13, rue Porte Basse, chez M. Séré.

Lecture du drame *Les Mauvais Bergers*, d'Octave Mirbeau, par le camarade Pailhé.

***

EPINAL. — Mardi 7 août, réunion chez Loquier, 9, rue Aubert, à 9 heures du soir : Organisation d'une conférence de Liard-Courtois.

Tous les camarades comprendront la grande portée d'une conférence en notre ville : il y a des énergies et des intelligences qui s'ignorent, à nous de faire tout notre possible pour les amener à nous.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Devoir, poème par René Delaporte ; 1 plaquette, 1 fr., chez Ch. Caron, éditeur, 16, rue du Moulin-des-Prés, Paris.

Michel Bakounine et la philosophie de l'anarchie, 1 plaquette, 1 fr., chez H. Lamertin, éditeur, rue du Marché-au-bois, 20, Bruxelles.

Le Journal d'une femme de chambre, par Octave Mirbeau; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle, Paris.

A lire :

La Belle Société, par Urbain Gohier; *Aurore* du 30 juillet.

Assassinat politique, par Albert Goullé ; *Aurore*, 1er août.

NOTRE CONFÉRENCE

C'est le 23 octobre qu'elle aura lieu, à 8 h. 1/2 du soir, salle des *Sociétés Savantes*, rue Serpente.

Le camarade Liard-Courtois racontera ses *Souvenirs du bagne.*

Le prix d'entrée sera de 0 fr. 50 et donnera droit au tirage de la tombola qui clôturera la séance.

Nous faisons appel aux camarades pour nous aider, dès à présent, à placer des cartes.

Nous avons reçu quelques nouveaux lots; nous en donnerons la liste ultérieurement.

VIENT DE PARAITRE

Pierre Lavroff, publication du groupe E. S. R. I., dans nos bureaux 0 fr. 10, par la poste 0 fr. 15.

Le Tolstoïsme et l'Anarchie, publication du groupe E. S. R. I., dans nos bureaux 0 fr. 10, par la poste 0 fr 15.

Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross ; 0 fr. 10, par la poste 0 fr. 15.

Aux femmes, par U. Gohier, couverture de Lebasque ; 0 fr. 10, par la poste 0 fr. 15.

Aux travailleurs. — La Grève, 0 fr. 10, par la poste 0 fr. 15.

Le 5e fascicule des chansons qui contient : *J'n'aime pas les sergots*, avec musique; *Heureux Temps ; Le Drapeau rouge*, etc. Le numéro, 0 fr. 10 ; le cent 4 fr. 50.

PETITE CORRESPONDANCE

J. A., à Lyon. — L'Amour libre et *L'Individu et la Société*, 2 fr. 75; *Les Gaspillages des sociétés modernes*, 3 fr. L'abonnement ne nous a été payé que pour 6 mois : nous l'avons servi pendant huit. Nous ne pouvions faire mieux.

G., Le V. — C'était un oubli, vous avez bien fait de me le réclamer, avons envoyé le deuxième numéro.

Merci au camarade qui nous a envoyé les nos 12 et 32.

Reçu pour la brochure à distribuer : Valentin, 0 fr. 50; Coudert, 0 fr. 50 ; Mandrit, 0 fr. 25 ; Barnier, 0 fr. 25 ; G. S., 0 fr. 25; Excédent d'écot, 0 fr. 25. Total : 2 francs.

Reçu pour le journal : D., 0 fr. 50. — N., Zurich, 2 fr. 50. — E., à Rio-de-Janeiro, 20 fr. — Merci à tous.

D., à Tourcoing. — G., à Berne. — T., aux Issers. — L., à Epinal. — B., à Berne. — T., à Fougères. — D., à Avignon. — S., à Pezenas. — G., à Paris. — C., à Paris. — R., à Paris. — V. B., à Paris. — C., à Paris. — De M., à Paris. — L., à Nancy. — B., à Rennes. — S., à Verviers. — P., à Gilly. — L., à Verviers. — M., à Thianges. — R., à Marseillan. — Reçu timbres et mandats.

COLLECTION DE 30 LITHOGRAPHIES

En éditant ces dessins, nous poursuivons un double but : aider à la diffusion du goût artistique parmi les travailleurs, y trouver ensuite un supplément de ressources pour notre propagande.

Pour le premier point, c'est du temps et de la patience ; malgré le talent des camarades artistes qui ont répondu à notre appel, ce n'est pas en un jour que l'on arrive à déraciner le mauvais goût que toute l'organisation engendre.

Nous avons mis cependant cette édition au plus bas marché possible, mais nos tirages restreints nous rendent la lutte difficile contre les chromos à deux sous que prodigue « l'art » bourgeois.

Malgré les difficultés de la situation, notre collection sera bientôt complète. Plus qu'une dizaine de dessins à publier.

Nous rappelons aux camarades qu'il nous en reste un certain nombre à vendre des tirages antérieurs, et qu'ils nous faciliteront la besogne en nous aidant à les placer.

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois,** *par C. Pissarro.* — **L'Errant,** *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur,** *par Signac* (épuisée). — **L'Aube,** *par Jehannet* (épuisée). — **L'Aurore,** *par Vuillaume.* — **Les Errants,** *par Rysselberghe* (épuisée). — **L'Homme mourant,** *par L. Pissarro.* — **Les Sans-Gîte,** *par C. Pissarro.* — **Sa Majesté la Famine,** *par Luce.* — **On ne marche pas sur l'herbe,** *par Hermann-Paul.* — **La Vérité au Conseil de guerre,** *par Luce.* — **Mineurs belges,** *par Constantin Meunier.* — **Ah ! les sales Corbeaux !** *de J. Hénault.* — **La Guerre,** *de Maurin.* — **Epouvantails,** *de Chevalier.* — **Capitalisme,** *de Comin'-Ache.* — **Education chrétienne,** *de Roubille.* — **Souteneurs sociaux,** *par Delannoy.*

Provocations, *par Lebasque*, que l'imprimeur vient de nous livrer.

Prix de la lithographie, 1 fr. 40, franco. — Tirage d'amateur : 3 fr. 40.

Nous n'avons plus qu'une collection de luxe : 100 fr. les 20, et trois en édition ordinaire : 50 fr.

Le Gérant : DENECHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.